



Francis **SCARPALEGGIA**



Député de Lac-Saint-Louis

Président du caucus libéral national

Président du comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes

Dans ce numéro

- ◆ Le parlement virtuel hybride
- ◆ FPIInnovations
- ◆ Investissement dans l'infrastructure locale
- ◆ Lutte contre l'itinérance chez les jeunes
- ◆ Les arbres comme puits de carbone
- ◆ Investissement dans le transport en commun
- ◆ Mogile technologies
- ◆ Inondations : atténuation et assurance
- ◆ Politique numérique
- ◆ Eau potable des Premières Nations

Bureau de comté

1, avenue Holiday
635, Tour Est
Pointe-Claire (Québec)
H9R 5N3
Tél. : 514-695-6661
Télé. : 514-695-3708

Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613-995-8281
Télé. : 613-995-0528

Chères amies, Chers amis,

La dernière année a été éprouvante, une année de pertes tragiques pour de nombreuses familles, une année de service courageux et de dévouement pour les travailleurs de première ligne — le personnel médical au front, les enseignants et les travailleurs qui ont contribué au maintien des chaînes d'approvisionnement. Nous devons également beaucoup à nos Forces armées canadiennes qui, comme toujours, ont répondu à l'appel du devoir en cette situation d'urgence nationale.

Comme pays, nous avons fait preuve de grande solidarité. Les gouvernements ont traduit nos valeurs canadiennes d'entraide en temps de besoins en programmes qui, même si ces programmes sont parfois imparfaits, ont offert un soutien essentiel aux personnes, aux entreprises et aux collectivités, au moment où les pires impacts économiques de la pandémie se faisaient sentir.

Comme toutes les perturbations importantes à l'échelle mondiale, la pandémie entraînera des changements en profondeur. Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, prédit audacieusement que « l'innovation suscitée par le coronavirus permettra de mieux préparer le monde à la prochaine pandémie et pourrait aider à éradiquer les maladies mondiales dans les pays à très faible revenu ». Ici au pays, des scientifiques de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario élaborent déjà des catalogues des virus existants et travaillent à mettre au point des vaccins « universels » qui lutteraient efficacement contre tous les virus même ceux qui sont encore inconnus.

Au cours des dernières décennies, nous avons été témoins d'une tendance pratiquement inéluctable vers la mondialisation. Cependant, la pandémie nous a montré qu'il était nécessaire d'avoir une capacité nationale de produire les fournitures essentielles. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement fédéral a commencé à investir dans l'équipement de protection individuelle, en finançant des centres de recherche comme FPIInnovations et des fabricants comme Medicom, tous deux à Pointe-Claire. Le gouvernement fédéral a également investi dans la capacité de production de vaccin au Conseil national de recherches (Montréal) et dans le développement et la production d'un vaccin à Medicago (Québec), à VIDO-InterVac (Saskatoon), à Providence (Calgary) et à Precision NanoSystems (Vancouver).

L'expérience de la pandémie entraînera sûrement des changements dans les soins de santé, mais de manière plus urgente dans les soins offerts à nos aînés. Comme un représentant de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada m'a dit, peu importe l'hôpital au Canada, toutes les salles d'urgence appliquent les mêmes pratiques et procédures normalisées. Ce n'est pas le cas dans les centres de soins de longue durée. C'est pourquoi le gouvernement fédéral s'est engagé à travailler avec les provinces et les territoires pour créer des normes nationales indispensables pour les soins de longue durée. Il est grand temps.

Le parlement virtuel hybride

La pandémie a modifié nos vies de nombreuses façons : notre manière d'interagir socialement, au travail et à l'école. Nous avons également dû ajuster le fonctionnement de notre démocratie. Le caucus libéral national de 154 membres, qui se réunit normalement en personne sur la Colline du Parlement, se réunit maintenant grâce à Zoom, les députés libéraux se connectant à partir de leur domicile ou de leur bureau partout au pays. La Chambre des communes fonctionne avec un nombre minimal de députés présents; les autres députés participent virtuellement via Zoom, grâce à deux écrans géants, suspendus de chaque côté du président. Au début, les votes se faisaient sur Zoom, mais désormais les députés qui ne sont pas physiquement présents (la grande majorité) se servent d'une application mobile pour voter.

FPInnovations

FPInnovations de Pointe-Claire reçoit du financement de Ressources naturelles Canada pour mettre au point un masque jetable biodégradable. Les masques personnels actuels à usage unique sont faits de plastiques à base de pétrole. Le masque de FP Innovations est fait d'un mélange de bois franc et de bois tendre provenant de forêts durables canadiennes. Le développement de cette technologie permettrait à l'industrie des pâtes et papiers du Canada d'approvisionner le pays en masques sans avoir à apporter des changements aux lignes de production, en plus d'offrir des possibilités importantes d'exportation.

Investissement dans l'infrastructure locale

En réponse à la COVID-19, le gouvernement a adapté le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada pour répondre aux conséquences de la pandémie. Le programme, mis en œuvre dans le cadre d'ententes bilatérales avec les provinces et les territoires, a été rajusté pour accroître l'admissibilité des projets et accélérer les approbations. Une nouvelle enveloppe budgétaire temporaire a été créée, dotée de plus de 3 milliards de dollars de l'argent existant, pour financer des projets à démarrage rapide à court terme qui n'auraient autrement peut-être pas été admissibles aux termes des volets de financement existants. Certains de nos établissements locaux — le Collège John Abbott, le Collège Gérard-Godin, l'Hôpital Sainte-Anne, et l'Hôpital général du Lakeshore — ont reçu 4,9 millions de dollars au total en vertu de ce nouveau volet de financement accéléré temporaire.

Lutte contre l'itinérance chez les jeunes

La Stratégie nationale sur le logement (SNL) est un plan de plus de 70 milliards de dollars sur 10 ans qui vise à créer 125 000 nouveaux logements, à réduire les besoins en matière de logement pour 530 000 familles et à réparer et à moderniser plus de 300 000 logements.

Dans le cadre de la SNL, l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) investit 1 milliard de dollars pour créer jusqu'à 3 000 nouveaux logements permanents partout au pays. En janvier, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé une entente au titre de l'ICRL pour soutenir l'exécution rapide de 54 projets dans la province. Le projet Ricochet est une initiative gérée par Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI) qui vise à offrir un abri aux jeunes itinérants de notre communauté. Ricochet recevra 1,5 million de dollars dans le cadre de l'ICRL pour construire un immeuble de 14 logements transitoires pour les jeunes qui risquent de se retrouver à la rue.

L'initiative Vers un chez-soi fait également partie de la SNL. Cet hiver, AJOI a reçu 154 000 \$ en vertu de cette initiative pour une halte-chaud temporaire de 5 lits pour les jeunes à risque.



À la présidence d'une réunion virtuelle du caucus libéral national



Célébration du 104^e anniversaire de Jean Merrifield



De passage à la collecte de denrées alimentaires
Voisins pour voisins



Le jour du Souvenir au parc Kelso à Sainte-Anne-de-Bellevue

Les arbres comme puits de carbone

Le gouvernement s'est engagé à atteindre des émissions nettes zéro d'ici 2050. Puisque les émissions ne peuvent pas être éliminées complètement, des compensations sont nécessaires. Le gouvernement investira 3,16 milliards de dollars au cours des dix prochaines années dans la plantation de deux milliards d'arbres d'un océan à l'autre. Les arbres piègent le dioxyde de carbone (CO₂) et l'emmagasinent dans leurs troncs, leurs branches, leurs feuilles et leurs racines. En plantant deux milliards d'arbres, nous pouvons éliminer jusqu'à 12 mégatonnes (Mt) d'émissions de carbone d'ici 2050.

Investissement dans le transport en commun

Depuis 2015, notre gouvernement libéral a investi treize fois plus d'argent dans les projets de transport en commun que le gouvernement précédent. De plus, dans le cadre de son plan de reprise économique après-COVID, le gouvernement a annoncé qu'il injectera 15 milliards de dollars dans des projets de transport en commun au cours des huit prochaines années. Cela comprend un financement permanent de 3 milliards de dollars par année destiné aux communautés canadiennes à compter de 2026-2027. Grâce à ces fonds, les villes et les collectivités pourront mieux planifier leur avenir et soutenir des projets comme des prolongements de métro, des sentiers pédestres et des pistes cyclables.

Dans le cadre de son plan de transport de 15 milliards de dollars, le gouvernement a mis de côté 2,75 milliards de dollars pour s'acquitter de son engagement à aider à la mise en service de 5 000 autobus à émission zéro au cours des cinq prochaines années.

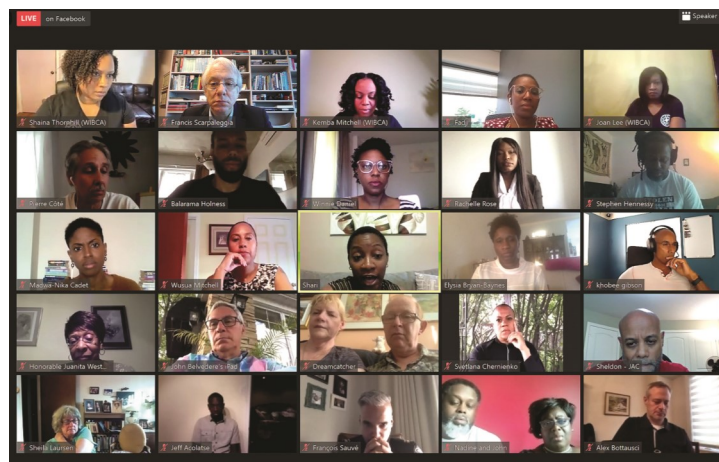
Mogile technologies

Le comité de l'environnement de la Chambre des communes a récemment mené une étude sur les véhicules à émission zéro (VEZ), recommandant des mesures pour accélérer l'adoption de ces véhicules. Le gouvernement offre déjà des subventions aux acheteurs de VEZ, et une déduction fiscale pour la valeur complète du prix d'achat aux entreprises qui achètent ces véhicules. Un obstacle à l'adoption plus rapide des VEZ est l'« angoisse de l'autonomie », qui traduit, entre autres choses, le manque d'information dont disposent les consommateurs sur les options de recharge. Mogile Technologies de Pointe-Claire a conçu un logiciel pour « accroître l'adoption de la mobilité électrique ». Le produit phare de l'entreprise, ChargeHub, est une « plateforme qui aide les gens à choisir leur véhicule électrique, à choisir une borne de recharge pour leur maison et à trouver des bornes de recharge sur la route ». Le gouvernement fédéral a investi 23 689 \$ dans le logiciel de pointe de Mogile.

Inondations : atténuation et assurance

En février, le gouvernement a annoncé l'octroi de 34 millions de dollars à la Ville de Montréal pour restaurer les rives érodées et menacées et ainsi aider à atténuer les inondations dans cinq grands parcs de la région de Montréal, dont à Cap-Saint-Jacques dans Lac-Saint-Louis.

Dans son programme de 2019, le Parti libéral s'engageait à offrir une meilleure protection aux propriétaires qui n'ont pas une couverture d'assurance adéquate contre les inondations en créant un programme national abordable d'assurance contre les inondations. Le gouvernement a récemment créé le Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation, qui regroupe des experts de ministères et d'organismes fédéraux, des ministères provinciaux et territoriaux et des représentants du secteur de l'assurance. Le Groupe de travail présentera son rapport final au sous-ministre de la Sécurité publique et au président de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.



Participation à une assemblée publique virtuelle de l'Association de la communauté noire de l'Ouest-de-l'Île (WIBCA)



Allocution lors de l'inauguration de la sculpture paysagère *Angellstone* dans le bois Angell



Discours lors d'une séance virtuelle hybride de la Chambre des communes



Au point de départ du défilé *Hommages à Maria Tutino* dans les rues de Baie-d'Urfé

Politique numérique

La révolution numérique a généré d'énormes progrès (p. ex. la médecine virtuelle et l'accès à de grandes quantités d'informations facilement accessibles), mais elle a aussi créé de nouveaux défis. Le gouvernement relève ces défis. Le *projet de loi C-10* vise à assurer que les services en ligne contribuent à la création de contenu culturel canadien. Le gouvernement élabore également une mesure législative pour contrer la haine en ligne, ainsi qu'une loi pour dédommager les médias traditionnels lorsque des plateformes en ligne comme Facebook partagent le contenu des nouvelles. Le gouvernement veillera à ce que les géants numériques étrangers paient leur juste part d'impôts. Le *projet de loi C-11, Loi sur la mise en œuvre de la Charte numérique*, augmenterait considérablement la protection des renseignements personnels.

Eau potable des Premières Nations

Le budget de 2016 comprenait 1,8 milliard de dollars sur cinq ans destinés à améliorer les réseaux d'aqueduc des Premières Nations. Il comprenait également 147,7 millions de dollars, sur cinq ans, en argent frais pour Santé Canada afin d'améliorer la surveillance et les tests de l'eau potable chez les Premières Nations.

Le Budget de 2018 prévoyait 172,6 millions de dollars de plus, sur trois ans, pour lever les avis concernant la qualité de l'eau potable. Les deux budgets (2016 et 2018) réservaient des fonds pour la formation d'opérateurs des réseaux d'aqueduc sur les réserves.

Le Budget de 2019 prévoyait 739 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir les efforts continus en vue d'éliminer et de prévenir à long terme les avis concernant la qualité de l'eau potable. Ce financement a été consacré aux réparations urgentes, au recrutement et à la formation des opérateurs locaux et à la réduction de l'écart salarial pour les opérateurs par rapport aux collectivités hors réserve afin de favoriser leur maintien en poste. Chaque année, le gouvernement fédéral consacre environ 15 millions de dollars à la formation des opérateurs des réseaux d'aqueduc des Premières Nations.

L'Énoncé économique de l'automne 2020 comportait 1,5 milliard de dollars additionnels pour améliorer l'eau potable des Premières Nations, dont 553 millions de dollars pour une nouvelle infrastructure d'approvisionnement en eau sur les réserves et 616 millions de dollars pour soutenir les opérations et l'entretien de l'infrastructure d'approvisionnement en eau.



Prenant contact au téléphone avec des aînés pendant le confinement



À la présidence d'une réunion virtuelle du Comité de l'environnement de la Chambre des communes



Consultation prébudgétaire sur Zoom avec des intervenants locaux

Restez en contact

Les voies de communication entre les citoyens et leurs représentants élus se sont beaucoup multipliées. C'est une bonne chose : ce n'est qu'à travers un dialogue ouvert que les politiciens peuvent prendre connaissance des priorités de leurs électeurs et les associer aux activités du gouvernement. Ma page Facebook, ainsi que mon compte Twitter, sont des moyens importants d'obtenir vos commentaires sur les questions qui vous tiennent à cœur. Elles me permettent également de vous informer de mes activités.



Facebook/francis.scarpaleggia



Twitter/ScarpaleggiaLSL



Instagram/francis.scarpaleggia

Bureau de comté

1, avenue Holiday
635, Tour Est
Pointe-Claire (Québec)
H9R 5N3
Tél. : 514-695-6661
Télé. : 514-695-3708

Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613-995-8281
Télé. : 613-995-0528

www.scarpaleggia.ca
francis.scarpaleggia@parl.gc.ca